

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

CIRCULAIRE N° 1058 SDF

relative aux voyages gratuits des ayants cause des déportés et internés résistants et politiques sur le lieu présumé du crime.

Du 11 juin 1949

MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE.

DIRECTION DU CONTENTIEUX DE L'ÉTAT-CIVIL ET DES RECHERCHES.

CIRCULAIRE N° 1058 SDF relative aux voyages gratuits des ayants cause des déportés et internés résistants et politiques sur le lieu présumé du crime.

Du 11 juin 1949

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 364-0.3.2.4.

Antérieurement à la publication des loi du 6 août 1949 et du loi du 09 septembre 1948 , fixant respectivement le statut et les droits des déportés et internés résistants et politiques, il avait été admis que les ayants cause des déportés et internés « Morts pour la France » pourraient bénéficier des dispositions de l'article 10 de la loi du 29 octobre 1921 , fixant les conditions dans lesquelles les familles de militaires « Morts pour la France » peuvent effectuer annuellement un voyage gratuit sur le lieu d'inhumation.

Ces mesures transitoires, qui avaient pour objet de pallier l'absence d'un texte réglant la question, ne sont plus applicables puisqu'elles n'ont pas été introduites dans les deux statuts précités qui disposent que le « conjoint survivant ou, à défaut, un ascendant ou un descendant du disparu, pourra aller se recueillir une fois, aux frais de l'Etat, sur le lieu présumé du crime ».

Les conditions dans lesquelles ce pèlerinage unique pourra s'effectuer sont précisées dans le décret 49-427 du 25 mars 1949 . Bien que ce décret ne réglemente que l'application de la loi du 06 août 1948 , établissant le statut des déportés et internés de la Résistance, les dispositions relatives au voyage unique sur le lieu présumé du crime, peuvent être dès maintenant également appliquées aux ayants-cause des déportés et internés politiques.

L'article 31 du décret du 25 mars 1949 , indique l'ordre de priorité dans lequel ce voyage unique peut être effectué par la famille des disparus, à savoir :

- le conjoint survivant,
- à défaut du conjoint survivant, un ascendant ou un descendant.

Le lieu présumé du crime est, soit celui où le déporté ou l'interné a été inhumé au moment de son décès, soit celui de la disparition ou du décès tel qu'il résulte du jugement déclaratif de décès, de l'acte de décès ou de l'acte de disparition.

Il vous appartiendra donc de vérifier ce lieu, en exigeant, en cas de besoin, la présentation de l'une des pièces ci-dessus indiquées.

L'autorisation de voyage gratuit sera accordée sur présentation de la carte délivrée par l'Administration Centrale, attestant que le défunt ou le disparu avait la qualité, soit le déporté ou d'interné résistant, soit de déporté ou d'interné politique. Toutefois, en attendant que cette carte soit délivrée, le voyage gratuit pourra être accordé sur présentation du certificat modèle « M » délivré aux ayants-cause des déportés non rentrés, et du modèle « A » délivré aux ayants-cause des internés décédés ou disparus. Dans le cas où il n'y a pas de conjoint survivant, vous vérifierez si le demandeur est bien le plus proche ascendant ou descendant.

En application de l'article 32 du même décret, le voyage aller et retour en deuxième classe, est gratuit sur les réseaux français. Lorsque le lieu présumé du crime est situé hors de France, les frais de transport en territoire étranger sont remboursés sur présentation des pièces justificatives sur la base du tarif français de deuxième classe, ou à défaut, de la classe la plus voisine.

Le voyage unique peut également être effectué par la voie aérienne, l'intéressé sera alors remboursé, sur demande, de ses frais de parcours, le montant du remboursement ne pouvant excéder le prix du voyage par chemin de fer ou par mer.

En cas de voyage par voie ferrée ou maritime, un titre de parcours gratuit sera obligatoirement délivré.

Pour permettre à mon Administration Centrale d'exercer un strict contrôle de ces permis, vous voudrez bien m'adresser trimestriellement, un état des voyages ainsi effectués, comportent le nom et l'adresse de chaque bénéficiaire et le lieu de sépulture du défunt ou le lieu de disparition.

Pour le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre

Pour le Directeur du Cabinet

Le Conseiller Technique

F. du PONTAVICE